

Nouvelles des Églises adventistes

- 2 Silver Spring, Maryland, États-Unis – L'OMS souhaite la présence adventiste
- 2 Nairobi, Kenya – Évacuation du personnel de l'université adventiste du Kenya
- 3 Rio de Janeiro, Brésil – Une collecte alimentaire record

Relations Églises-État

- 3 Paris, France – La laïcité française dans tous ses états

Liberté religieuse

- 5 Paris, France – Ces chrétiens qu'on persécute
- 7 Oxford, Ohio, USA – Les juifs et les adventistes du septième jour écartés du caucus au Nevada
- 7 Arabie Saoudite – Haïr les juifs, les chrétiens et les mauvais musulmans, tout le programme scolaire des petits Saoudiens

- 8 Bhubaneswar, Inde – Attaques d'églises à Noël par des Hindous

Divers

- 8 États-Unis – Offensive des scientifiques américains contre les créationnistes

Bulletin publié par le Service de presse adventiste

(Service de communication adventiste francophone)

BP 100
30, avenue Emile-Zola
77193 Dammarie-lès-Lys Cedex,
France

Rédaction :

Tél. : 01 64 79 87 00
Fax : 01 64 79 87 19
E-Mail : communications@ufbsda.org

Les communiqués peuvent être reproduits avec mention de la source : BIA

Directeur de publication

Jean-Paul BARQUON

Rédaction

Jean-Paul BARQUON

Correspondants

Philippe AUROUZE
Jean-Jack CHAFOGRACK
Dominik FRIKART
Michel MAYEUR

Secrétariat administration

Suzie SAUVAGNAT

Nouvelles des Églises adventistes

(ANN/BIA) Dammarie-lès-Lys, France
Silver Spring, Maryland, États-Unis – L'OMS souhaite la présence adventiste

L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a demandé aux responsables du département adventiste de la santé de se joindre à une consultation préalable qu'elle organise pour renouveler ses partenariats avec des organisations religieuses.

Après 30 ans de relations distantes, l'OMS, sous l'égide de son nouveau directeur général, le Dr Margaret Chan, cherche à collaborer avec des groupes susceptibles d'aider à mettre en pratique ses objectifs de santé publique mondiale.

Les responsables de l'OMS affirment que l'Église adventiste a été sélectionnée pour son message de santé mais aussi pour qu'elle incite ses Églises locales à servir de centres de santé publique.

Le Dr Ted Karpf, responsable scientifique de l'OMS, précise : « *Les adventistes sont connus dans le monde entier comme étant des modèles en matière de santé et compétents dans leur service sanitaire en faveur des populations* ».

Les dirigeants de l'OMS expliquent que l'accent mis sur ce partenariat avec les organisations religieuses est le résultat de l'intérêt que le Dr Chan porte à l'Afrique, aux femmes et aux soins primaires.

« *Il faut nous focaliser là où les services de santé sont prodigués* » affirme le Dr Alex Ross, directeur du programme des réformes et des partenariats de l'ONU. « *Historiquement, la présence des organisations religieuses au sein des populations est plus influente que la médecine traditionnelle* ». Il se réfère à des statistiques qui montrent qu'au moins 40 % des soins de santé en Afrique sont fournis par des organisations religieuses. « *En faire nos partenaires, c'est les reconnaître et coordonner un travail déjà en cours. Je pense que les adventistes, à la fois par l'Église adventiste et*

par des associations comme ADRA (Agence adventiste d'aide et de développement), sont perçus comme très influents depuis longtemps dans ce domaine et ont donc acquis une expérience énorme », explique le Dr Ross.

Le département de santé de l'Église adventiste est actif dans plus de pays que tout autre dénomination religieuse. Le Dr Peter Landless, directeur adjoint du département de santé de l'Église adventiste mondiale, estime que ce partenariat permettra d'étendre à d'autres populations les services de santé offerts par l'Église adventiste. Il permettra aussi de participer à d'autres rencontres mondiales sur la santé comme celles qui auront lieu l'année prochaine en Europe.

(ANN/BIA) Dammarie-lès-Lys, France
Nairobi, Kenya – Évacuation du personnel de l'université adventiste du Kenya

Le 6 janvier dernier, les étudiants et les membres du personnel de l'université adventiste du Kenya, située à Baraton, ont été évacués à Nairobi. Quelques jours auparavant, plus de 100 membres du personnel avaient trouvé refuge au poste de police local, en raison des violences générées par les résultats contestés des élections au Kenya.

Cependant, depuis le 14 janvier, l'école a rouvert ses portes. Nathaniel Walemba, vice-président de l'université, affirme que près de 1 600 étudiants sur les 2 300 sont retournés à leurs cours.

D'après Geoffrey Mbwana, président de l'Église adventiste en Afrique du centre-est, la situation à Nairobi s'est améliorée sans, toutefois, être redevenue normale : la plupart des bureaux sont ouverts et les transports en commun fonctionnent. Mais on redoute une nouvelle flambée de violence, car les dirigeants de l'opposition contestent le second mandat du Président Mwai Kibaki.

Ce conflit au Kenya a, selon les rapports, déjà fait 300 morts et 100 000 personnes ont été évacuées. Un dirigeant kenyan affirme cependant que la violence a seulement affecté 3 % des 34 millions d'habitants que compte le pays.

L'Agence adventiste d'aide et de développement (ADRA) fournit de la nourriture

d'urgence et des médicaments aux personnes évacuées, en coordination avec d'autres agences humanitaires.

Le Kenya compte environ 560 000 adventistes, répartis dans 3 500 congrégations.

(ANN/.BIA) Dammarie-lès-Lys, France

Rio de Janeiro, Brésil - Une collecte alimentaire record

Le 15 décembre dernier, de nombreuses personnalités et des bénévoles ont manifesté leur enthousiasme et leur émotion à l'occasion d'une fête de Noël solidaire, organisée à l'initiative de l'Église adventiste du Brésil.

Sergio Azevedo, l'initiateur du projet « *Mutirão Noël* » (Noël, un espoir partagé), a déclaré : « *Aujourd'hui, nous avons réalisé l'inattendu, nous avons battu le record de l'année dernière, qui était de 2 500 tonnes de nourriture collectée pour les nécessiteux. Ce soir, nous avons atteint les 3 200 tonnes* ». Cette action collective a rassemblé des milliers de bénévoles des paroisses adventistes du Brésil. Grâce à « *Hope Channel* », la télévision adventiste, l'événement a pu être largement diffusé dans tout le pays.

Les équipes de bénévoles qui ont pris part à cette action ont participé à un concours qui comportait trois points : 1) Écrire et ensuite jouer une courte reconstitution historique. 2) Mettre en place un projet qui puisse servir à la communauté locale. 3) Collecter de la nourriture pour ADRA (Agence adventiste d'aide et de développement). Faisaient partie du jury quelques membres du gouvernement, des personnalités du monde des affaires et du monde sportif, ainsi que des dirigeants de l'Église adventiste, dont le pasteur Jan Paulsen, président de l'Église adventiste mondiale. Celui-ci a déclaré : « *Quel témoignage de la puissance de la collaboration lorsqu'on partage la même vision ! Sans cette compassion profonde et motivante de notre Seigneur, le christianisme n'est rien. Les chrétiens les plus efficaces sont ceux qui descendent dans les rues de leurs quartiers et non ceux qui restent sur les bancs de leurs églises* ».

Le jury a pu prendre connaissance d'un programme de santé pour les bidonvilles de Rio de Janeiro. L'initiative a été mise en place ces

derniers mois : il s'agit de distribuer des aliments et d'améliorer la qualité de vie.

Lors de cette fête de Noël, la chorale des jeunes adventistes de Rio, à laquelle se sont ajoutés des enfants des quartiers mal famés de la ville, a donné un concert. Le but était de présenter un projet de responsabilité sociale dans lequel des enfants viennent en aide à d'autres enfants, moins bien nantis.

Cette célébration a suscité de nombreuses déclarations de soutien et des promesses de dons pour ce projet. Geraldo Alkmin, ancien gouverneur de São Paulo et candidat aux récentes élections présidentielles du Brésil, a dit que cette initiative de l'Église adventiste était un exemple de compassion face à la misère au Brésil.

Des stars de cinéma et de théâtre étaient aussi présentes lors de cette fête, parmi lesquelles l'actrice et comédienne Helga Nemeckz. Lors de son intervention, elle a fondu en larmes, évoquant son patrimoine adventiste, et a déclaré qu'elle était fière que « son » Église prenne position pour les démunis.

Cette manifestation a donné l'idée à des dirigeants de l'Église adventiste d'autres pays dans le monde de mettre en place un projet similaire. Le pasteur Jan Paulsen espère que cette initiative va « *prendre de l'élan et de la force afin de changer des vies dans chaque région du globe* ».

Relations Églises-État

(Agence Reuters/Le Monde/BIA) Dammarie-lès-Lys, France

Paris, France – La laïcité française dans tous ses états

Le jeudi 17 janvier, le président de la République française, Nicolas Sarkozy, s'est efforcé de calmer la polémique suscitée en France par ses récents discours de Rome et de Riyad sur la religion et a réaffirmé son attachement à la laïcité.

Il a reçu, ce jour-là, les dirigeants des six principales confessions de France dont, pour la première fois, le président de l'Union bouddhiste de France, Olivier Wan Gehn. Selon son porte-parole, David Martinon, il a

« réaffirmé son attachement au principe de la laïcité, qui est un principe de respect de toutes les croyances et non un combat contre les religions. Nul ne doit plus avoir de raison aujourd'hui de se sentir blessé par la laïcité. La reconnaissance du sentiment religieux, comme une expression de la liberté de conscience et (...) comme un fait de civilisation, fait partie, au même titre que la reconnaissance de l'héritage des Lumières, de notre pacte républicain et de notre identité », a affirmé le chef de l'État. « Tous ceux qui sont attachés à la République, à son idéal, devraient s'efforcer de défendre les valeurs de diversité, de tolérance et de compréhension », a-t-il souligné dans une allusion à la polémique concernant ses propos sur la religion. « Dans la République apaisée et fraternelle que souhaitent les Français, tous ceux qui ont des convictions philosophiques, morales, religieuses, devraient avoir à cœur de faire preuve de respect pour les convictions qu'ils ne partagent pas ».

À Riyad, il a notamment dit ne pas connaître de pays « dont l'héritage, la culture et la civilisation n'aient pas de racines religieuses ».

Le 20 décembre dernier, lors d'une cérémonie où il était devenu chanoine de Saint-Jean-de-Latran, à Rome, il avait évoqué les « racines chrétiennes de la France », prôné une « laïcité positive », mais aussi fait l'éloge de la foi, gage d'espérance à ses yeux. « Dans la transmission et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et le mal, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé ou le pasteur », avait-il aussi déclaré.

Le député socialiste Laurent Fabius a invité le chef de l'État à s'en tenir à la « version traditionnelle de la laïcité. On ne peut pas être à la fois laïc et non-laïc », a déclaré l'ancien Premier ministre sur RTL. « Il ne faut pas qu'on mélange les religions, que je respecte, et le domaine public, dans lequel elles n'ont pas à interférer ».

Comme lui, nombreux sont ceux qui, dans l'opposition et le monde syndical, se sont inquiétés des propos de Monsieur Sarkozy. Le syndicat enseignant SNES-FSU a ainsi estimé que les propos du chef de l'État étaient « incompatibles avec l'exercice de sa fonction » et a accusé Nicolas Sarkozy de « distiller l'idée d'une République soumise à la religion ».

Lors des questions d'actualité, mercredi 16 janvier à l'Assemblée nationale, le député

socialiste Jean Glavany avait interpellé la majorité à propos du discours de Riyad, « où Dieu n'est plus cité à chaque page, mais à chaque ligne, créant désormais un problème de fond dans la République ». La loi de 1905 de séparation entre l'Église et l'État « n'est-elle pas violée en la circonstance ? », a-t-il demandé.

« Nous souhaitons reconnaître le rôle de la spiritualité, de toutes les spiritualités, sous toutes leurs formes. Les Français y sont très attachés », lui a répondu la ministre de l'Intérieur, également en charge des Cultes, Michèle Alliot-Marie.

Le jeudi 10 janvier, le premier secrétaire du PS, François Hollande, avait mis en garde le président de la République contre une éventuelle remise en cause de la loi de 1905. Dans un entretien à l'Express, le président du Mouvement démocrate, François Bayrou, estime, pour sa part, que « remettre en cause le principe de laïcité, c'est ouvrir la boîte de Pandore ».

Nicolas Sarkozy avait fait allusion à ce débat lors de ses vœux aux Forces de la Nation. « Je sais qu'on m'accuse de trop m'intéresser à la religion, mais je pense qu'on peut respecter ceux qui veulent aller à la messe et ouvrir les bibliothèques le dimanche. Ce n'est pas absolument contradictoire », a-t-il estimé. « Je ne mets pas, en cela, en cause la laïcité ».

Selon Mgr André Vingt-Trois, président de la Conférence des évêques de France, les dignitaires religieux invités à l'Élysée ont discuté avec le chef de l'État de ses discours et de « la manière dont il envisageait une laïcité ouverte ». Ils ont aussi parlé d'un projet de participation des Églises au Conseil économique et social, a précisé le pasteur Claude Baty, président de la Fédération protestante de France, pour qui le débat actuel sur la laïcité fait « beaucoup de bruit pour rien ». Étaient également présents le président du Conseil français du culte musulman, Dalil Boubakeur, le Grand rabbin de France, Joseph Sitruk, et le métropolite grec orthodoxe Adamakis Emmanuel. Tous se disent satisfaits de leur entretien avec le chef de l'État et des discours de Rome et de Riyad. (Elizabeth Pineau et Emmanuel Jarry)

Liberté religieuse

(Valeurs actuelles/BIA) Dammarie-lès-Lys
Paris, France - Ces chrétiens qu'on persécute

Dans un nombre croissant de pays, le simple fait d'être chrétien peut valoir l'exil forcé ou la mort. Les défenseurs patentés des droits de l'homme ont souvent tendance à l'oublier.

Une série d'événements importants prouvent, cette année, que le Vatican n'est plus seul à aborder la question de la survie des chrétiens et à dénoncer leur persécution, souvent systématique, dans les chrétientés d'Orient et d'Asie. En juin dernier, Doudou Diène, le rapporteur des Nations Unies sur les formes actuelles de discrimination, tirait officiellement la sonnette d'alarme : « *Il y a actuellement une résurgence de cette christianophobie qui, paradoxalement, a été ignorée dans les débats internationaux* ». Le Collège de France venait lui-même d'accueillir un colloque dont l'intitulé, très universitaire – « Chrétiens du monde arabe : héritage et avenir » –, signalait un constat lucide, invitant à une réflexion sur ce thème.

Le 15 novembre dernier, c'était au tour du Parlement européen de constater « *la multiplication d'épisodes d'intolérance et de répression vis-à-vis des communautés chrétiennes* ». Les députés européens adoptaient, ce jour-là, une résolution sur « *de graves événements compromettant [leur] existence* ». Le lendemain, un colloque international, placé sous le parrainage du ministère français des Affaires étrangères, posait cette question en forme d'alerte : « *Quel avenir pour les chrétiens d'Orient ?* ».

Après les récents assassinats de pasteurs chrétiens en Turquie et le procès stalinien du père Ly au Vietnam, les insultes antichrétiennes hebdomadaires du président vénézuélien Hugo Chávez, le bombardement du sanctuaire marial de Madhu au Sri Lanka, les vexations subies dans tant d'autres pays musulmans, hindouistes ou bouddhistes, le monde commence à s'inquiéter du sort des chrétiens, plus particulièrement là où ils sont le plus menacés : en Asie, au Proche et au Moyen-Orient.

Pour Régis Debray, qui s'exprime ce mois-ci dans le Monde des religions, il ne s'agit pas « *seulement de tirer un signal d'alarme mais d'affronter, yeux ouverts, un problème essentiel de civilisation* ». Le philosophe et médiologue

est formel : « *La question des minorités va s'imposer à nous comme la grande question du siècle* ».

L'ONU et l'Union européenne en ont déjà pris acte : les persécutions actuelles sont nouvelles dans leur essence car les persécuteurs sont des partis, des gouvernements ou des nébuleuses terroristes mettant en application des théories globales. Il ne s'agit plus d'individus isolés – un dictateur fou comme Néron ou un « paumé », en Belgique, qui égorge le père De Leener en juin 2005 – mais d'initiatives coordonnées appliquant des programmes réfléchis. Les actes sont voulus, prémédités. Ils s'inscrivent dans une stratégie délibérée et cohérente. On le vérifie dans les trois sources principales du nouvel antichristianisme que sont l'islamisme, les fondamentalismes hindouistes et bouddhistes, ainsi que le communisme. Le phénomène fondamentaliste musulman est, depuis quelques années, la principale source de ces nouvelles persécutions. Pour comprendre sa haine radicale du « croisé », il suffit de lire les programmes des mouvements les plus en vue, quelle que soit l'aire culturelle ou ethnique dans laquelle il s'exprime.

Dans de nombreux pays, la simple lecture de la constitution, établie sur la charia, la loi islamique, est édifiante. L'Arabie Saoudite est le cas le plus typique. Le culte catholique y est interdit aux centaines de milliers de chrétiens qui travaillent dans le pays. Ils ne peuvent même pas se réunir chez eux pour une simple prière ! Dans le nord du Nigeria, en Afghanistan, au Pakistan, en Indonésie, en Malaisie, mais aussi en Algérie, depuis la loi « anticonversion » de mars 2006, la situation est quasi identique.

En Turquie, tout élève qui parle en classe du génocide arménien de 1915 est passible d'une punition. L'Église catholique turque demande sa reconnaissance officielle depuis 1970. En vain jusqu'à aujourd'hui. Pour faire bonne mesure, le gouvernement a confisqué, depuis 2002, les trois quarts des propriétés du patriarcat œcuménique.

Au Turkménistan, les rares prêtres présents doivent exercer leur ministère en faveur des seuls ressortissants étrangers. Au Bangladesh, la minorité chrétienne se garde bien de célébrer Noël, faute de protection policière. Au Kosovo, placé sous la tutelle officielle de l'OTAN et de

l'ONU, plus de cent cinquante églises et couvents ont été détruits depuis 1999. À Pristina, la capitale de la province, l'église du Christ-Sauveur a été transformée en toilettes publiques. Même dans les paisibles et séduisantes Maldives, les dirigeants doivent être obligatoirement musulmans sunnites. Le culte catholique y est prohibé.

À Diyarbakir, la grande ville du sud-est de la Turquie, le principal imam a pu clamer dans un de ses prêches, sans apparemment choquer les autorités : « *Les transferts d'organes sont licites sauf pour les prostituées, les drogués et les chrétiens* ». Progressivement, la pression est telle que les jeunes filles chrétiennes se voient contraintes à porter le voile. Cela se vérifie depuis quelques années au Liban ou en Palestine.

Les enlèvements de prêtres ou de simples fidèles se sont multipliés aux Philippines et en Irak, à la faveur d'une campagne de terreur. « *Les chrétiens sont poussés à l'exil pour fuir la violence de groupes fondamentalistes* », constatait, le 20 novembre dernier, le secrétariat général du synode des évêques d'Asie.

Mgr Giovanni Lajolo, secrétaire du Saint-Siège pour les relations avec les États, déplore la situation particulièrement douloureuse des chrétiens au Moyen-Orient : « *La proportion des catholiques a été divisée par dix en Iran depuis 1973 et ne représente plus que 0,01 % de la population totale. Sur la même période, elle a été réduite de deux tiers en Irak, passant de 2,6 % à 1 %. En Syrie, les catholiques ne constituent plus que 1,9 % de la population contre 2,8 % en 1973. Enfin, en Israël et en Palestine, elle a été presque divisée par deux, passant de 1,9 % à 1 %* ». Ces départs affaiblissent les communautés chrétiennes et réduisent la liberté d'action de l'Église : « *La carence de liberté religieuse se manifeste en particulier par des entraves à la communication entre communautés de fidèles et d'évêques, entre les évêques et le pape, l'interdiction de créer une conférence épiscopale ou l'obtention des visas pour les agents pastoraux, la limitation de la construction d'églises ou encore l'écartement de la vie publique* ». Le catalogue des persécutions sanglantes en terre d'islam est un long martyrologe. Trop souvent, il semble laisser indifférent les défenseurs patentés des droits de l'homme.

Le fondamentalisme hindouiste inspire, pour sa part, des partis politiques importants comme le BJP (*Bharatiya Janata Party*, fondé en 1980), très puissant dans certains États du sous-continent indien. Selon leur résultat électoral, ces partis exercent une forte influence sur les gouvernements locaux ou ils participent directement au pouvoir politique. Leur idéologie vise la restauration de la « pureté originelle » de l'hindouisme (ou du bouddhisme au Sri Lanka). Cette quête passe par l'exclusion de tout ce qui est chrétien, tout ce qui est contraire à la « race indienne ». Souvent tolérés ou soutenus par le pouvoir central, ces extrémistes veulent « hindouiser » les esprits. Chaque année, le 25 janvier, ils veulent, par exemple, contraindre les élèves des écoles chrétiennes à observer le rite hindou du Surya Namaskar, cette pratique du yoga qui vise à offrir une prière au dieu soleil. Ils appliquent aux Dalits chrétiens une véritable « double peine » en leur interdisant de bénéficier des avantages inscrits dans la Constitution en faveur des intouchables. Leur situation est telle que le secrétaire général du Conseil œcuménique des Églises a crié son indignation : « *L'Afrique du Sud a aboli l'apartheid, et c'est un péché de le pratiquer en Inde au 21^e siècle* ».

Bien qu'en retrait depuis une quinzaine d'années, le communisme reste l'une des grandes forces antichrétiennes de notre monde contemporain. L'ouverture des anciennes archives secrètes a permis de dévoiler l'horreur subie par les chrétiens dans les anciens pays communistes. Le « Rapport sur les persécutions religieuses en ex-URSS », commandé par l'ancien président russe Boris Eltsine en 1995, avait livré ce chiffre effrayant : 200 000 prêtres assassinés par le régime soviétique ! Le « mur » du communisme n'est pas encore tombé. En Chine, au Viêt Nam, en Corée du Nord ou à Cuba, la persécution se poursuit.

Le dossier de la Chine est particulièrement lourd, fait de persécutions exercées au quotidien. Des évêques et de nombreux prêtres sont détenus en prison. On ne sait rien de leur sort exact. Alors qu'il s'apprête à organiser les jeux Olympiques d'été, en août prochain à Pékin, le régime communiste a déjà prévu d'interdire aux délégations sportives de se présenter avec plus d'une bible par personne ! (ENI/BIA) Dammarie-lès-Lys, France

Oxford, Ohio, USA – Les juifs et les adventistes du septième jour écartés du caucus au Nevada

Aux États-Unis, la décision prise par l'État du Nevada d'organiser son vote pour la désignation des candidats à la prochaine élection présidentielle un samedi - jour de culte pour les juifs et les chrétiens adventistes du septième jour - suscite la frustration auprès des membres de ces deux communautés. Les membres des deux traditions religieuses ont déclaré qu'ils devaient désormais faire un choix entre aller à l'Église et voter.

Les caucus présidentiels ont débuté à 9 heures le 19 janvier pour les républicains et à 11h30 pour les démocrates, en même temps que les services religieux traditionnels des juifs et des adventistes. Le scrutin concerne non seulement les prétendants à l'investiture des partis, mais également des candidats à des élections locales.

« Organiser ces caucus sans aucune considération des besoins des personnes qui observent le sabbat prive une part importante des votants de leur droit électoral », a déclaré Jeffrey Sinensky, avocat du Comité juif américain. James Standish, directeur adjoint du département des affaires publiques et de la liberté religieuse de l'Église adventiste mondiale, est allé dans le même sens. « Pour un scrutin qui se décide à quelques voix, le choix d'un jour qui exclut des milliers d'électeurs peut même en modifier l'issue », a-t-il déclaré.

Pour la première fois, le Nevada organise un caucus au lieu d'une élection primaire, c'est-à-dire que les électeurs doivent se présenter aux bureaux de vote et indiquer quel candidat à la présidentielle ils soutiennent, puis un débat est organisé. Ce système ne laisse aucune place au vote par correspondance. On estime que 5 000 adventistes et 60 000 juifs vivent au Nevada.

La date du samedi 19 janvier a été choisie pour le caucus car elle semblait satisfaire le plus grand nombre d'électeurs inscrits dans l'État, a déclaré à la presse américaine un représentant du parti démocrate du Nevada. Cette région est confrontée à une autre controverse, qui concerne le projet d'installation de bureaux de vote spéciaux à proximité des casinos de Las Vegas afin d'encourager les employés des

maisons de jeu à voter, mesure qui devrait profiter au candidat démocrate Barack Obama. Cependant, un syndicat d'enseignants du Nevada a mis en doute la légalité de ces bureaux de vote, intentant un procès pour violation de la constitution et des lois de l'État.

(Magdaléna Morisset/Aleloo magazine/BIA)
Dammarie-lès-Lys, France

Arabie Saoudite - Haïr les juifs, les chrétiens et les mauvais musulmans, tout le programme scolaire des petits Saoudiens

En Arabie Saoudite, 5 millions d'enfants apprennent, jour après jour à l'école, comment ils doivent haïr les juifs, les chrétiens, les musulmans chiïtes et soufis, tous ceux qu'ils nomment les « incroyants ». Le wahhabisme, islam radical, est la religion officielle et elle est au cœur de l'enseignement. En dehors du wahhabisme, point de salut. De l'école primaire au secondaire, les manuels scolaires inculquent aux élèves cette idéologie de la haine de tous ceux qui ne partagent pas leur croyance. Dans le manuel de première année, les élèves apprennent que *« tout autre religion que l'islam est fausse »*. Dans le manuel de cinquième année, ils apprennent *« qu'il est interdit pour un musulman d'être ami avec quelqu'un qui ne croit pas en Allah et son prophète, ou avec quelqu'un qui combat la religion de l'islam »*, ou bien encore que *« quelqu'un qui s'oppose à Allah, même s'il est ton frère par les liens du sang, est ton ennemi dans la religion »*.

Cet enseignement se durcit au fur et à mesure du cursus scolaire. Le royaume saoudien apprend à ces jeunes que le *« Djihad (la guerre sainte) selon Allah consiste à lutter contre l'incroyance, l'oppression, l'injustice et ceux qui la commettent. C'est le summum de l'Islam. C'est l'un des actes les plus nobles qui rapprochent d'Allah »*. C'est ce qui ressort du dernier rapport du Center for Religious freedom (centre pour la liberté religieuse), qui a étudié le contenu de 12 nouveaux manuels utilisés dans 25 000 écoles en Arabie Saoudite. Ces manuels servent également à l'enseignement dans 19 écoles saoudiennes à l'étranger, comme à Washington, Paris et Londres. Après les attaques du 11 septembre 2001, l'éducation religieuse a été internationalement critiquée. En effet, sur 19 terroristes, 15 étaient Saoudiens. Le Roi Abdallah a promis de faire de la réforme de l'enseignement une priorité. Le

Centre pour la liberté religieuse, qui a étudié les nouveaux manuels, constate que 6 ans après, ces réformes n'ont toujours pas été effectuées.

(AFP/LA CROIX/BIA) Dammarie-lès-Lys, France

Bhubaneswar, Inde – Attaques d'églises à Noël par des Hindous

Des Hindous ont attaqué au moins 10 églises pendant la nuit de Noël dans l'est de l'Inde. Les assaillants, soutenus par le Vishwa Hindu Parishad (Conseil mondial Hindou), ont mis le feu à six églises et en ont pillé quatre autres au cœur de l'Etat d'Orissa. Un jeune homme est mort dans ces attaques et 30 autres personnes ont été blessées, selon un responsable administratif local. La police n'a pas précisé la religion des victimes. Les autorités ont imposé un couvre-feu dans quatre villes du district de Kandhamal, situé à 300 km au sud-ouest de la capitale de l'État, Bhubaneswar, où ces violences ont eu lieu. Le chef du gouvernement de l'État, Naveen Patnaik, a lancé un appel à la paix, affirmant sur une chaîne de télévision que l'État d'Orissa a « *une longue tradition de bonne entente entre les communautés et qu'il faut la maintenir* ».

La conférence épiscopale, plus haute instance catholique de l'Inde, s'est dite « *profondément choquée par des attaques soigneusement planifiées contre des chrétiens innocents* ». Les violences interreligieuses éclatent sporadiquement en Inde, pays de plus d'un milliard d'habitants, où les chrétiens ne représentent que 2,3 % de la population.

Divers

(ProtestInfo/ENI/BIA) Dammarie-lès-Lys, France
États-Unis - Offensive des scientifiques américains contre les créationnistes

La communauté scientifique des États-Unis a entamé, cette année, une offensive musclée en faveur de la théorie de l'évolution dans le système scolaire du pays, au risque de

déclencher la colère des partisans du créationnisme, doctrine selon laquelle l'humanité, la vie et l'univers ont été créés dans leur forme originelle par une entité supérieure.

L'Académie nationale des sciences et l'Institut de médecine ont publié un livre qui brosse un tableau complet et actuel du concept scientifique de l'évolution et de l'importance de son enseignement à l'école : « *Science, Evolution and Creationism* ». Les auteurs insistent sur le fait que l'enseignement de l'évolution est nécessaire dans les cours de science, indiquant que « *de nombreux enseignants font l'objet d'une pression importante de la part de décideurs politiques, de la direction de certaines écoles, de parents et d'élèves pour qu'ils minimisent ou éliminent l'enseignement de l'évolution* ».

L'ouvrage propose des explications cohérentes et des exemples concrets de la science de l'évolution. Il évoque également le créationnisme, notamment le « *dessein intelligent* », et conclut : « *Aucune preuve scientifique ne vient étayer ces points de vue* ». Rappelant que le créationnisme n'est pas lié à la croyance en Dieu, le livre souligne : « *De nombreux croyants et groupes religieux acceptent les conclusions fournies par la science, y compris l'évolution* ».

Par ailleurs, dans un article paru dans le numéro de janvier du « *Journal of the Federation of American Societies for Experimental Biology* », 17 organisations scientifiques affirment que l'introduction de la « *non-science - comme le créationnisme et le dessein intelligent - dans l'enseignement des sciences va saper les fondements de cet enseignement* ».

Commission paritaire
Dépôt légal

1111 G 88583
N° 79 – CAB – 019
Préfecture de Seine-et-Marne

Abonnement
d'un an

France 12 €
Dom 13 €
Tom 15 €
CEE et Suisse 18 €

Autres pays et abonnement en cours d'année :
nous consulter.

Règlement

Au nom du « BIA »
CCP – La Source 46 727 83 C